



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

8 mai 1945, 8 mai 2025

Ce 8 mai marque le 80ème anniversaire de la victoire sur le nazisme en Europe. La guerre s'est cependant poursuivie en Asie jusqu'au 15 août 1945 (capitulation du Japon après le bombardement atomique de Hiroshima et Nagasaki). On ne connaît que trop le terrible bilan humain de cette période : 50 à 70 millions de morts, civils pour les deux tiers. Rarement jusque là dans l'histoire – si ce n'est le génocide des Arméniens en 1915 – des politiques systémiques d'extermination de populations entières n'auront atteint un tel degré. Le génocide perpétré par le régime nazi et ses alliés a provoqué la disparition des 2/3 des Juifs d'Europe (6 millions des morts) mais aussi durement frappé les populations Roms et Slaves.

80 ans après, on a le sentiment que l'histoire bégaie avec le retour en force de l'hydre fasciste. Elle bégaie tragiquement avec la guerre génocidaire menée à Gaza par le gouvernement d'extrême-droite israélien. Les principaux ressorts de la propagande néo-fasciste demeurent la xénophobie et le racisme, en particulier à l'égard des populations musulmanes ou censées l'être. Elle emprunte aussi d'autres voies, exacerbant toutes les discriminations, toutes les différences au sein de la société : contre les pauvres traités de parasites, contre les droits des femmes, contre les personnes LGBTQ+... Face aux difficultés du capitalisme à résoudre ses contradictions, une partie de la bourgeoisie fait ouvertement le choix du néo-fascisme comme hier elle proclamait « plutôt Hitler que le Front Populaire ». En France, les Bolloré, Stérin et d'autres forment, avec leurs médias, la pointe avancée de ce mouvement. Ils rejoignent ces étatsuniens idéologues et oligarques libertariens qui prônent la fin de la démocratie dite « libérale ».

Face à cette menace, toujours plus grande, l'unité de notre camp social est indispensable. Mais passer de la résistance à la contre-offensive nécessite un projet de transformation positive de la vie des gens. Là est la vraie urgence.

Résistances à Trump



Après deux mois d'attentisme, la résistance s'est réveillée aux Etats-Unis (Voir « Sidération et résistance », *ContreTemps* n°65 (avril 2025), Rubrique : *International - USA* « great again »). Les manifestations « Hands Off » (Bas les pattes) du 5 et du 19 avril ont montré qu'un mouvement anti-MAGA existe. Confiné en février à des poches isolées, il attire désormais la multitude sur une foule de sujets. Le 5 avril, puis de nouveau le 19, environ cinq millions de personnes ont manifesté dans plus de 1400 actions dans les 50 Etats du pays.

Elles sortaient à l'appel d'ONG rejointes par des associations nationales (salarié.e.s, droits de l'homme, femmes, minorités et pauvres, retraités) relayées par Internet et le bouche à oreille. Les pancartes dénonçaient la mainmise des milliardaires sur le gouvernement, leur corruption, les attaques contre les écoles et musées, les employés du gouvernement fédéral, la science, les services aux anciens combattants, les tribunaux, la Constitution, les retraites, l'aide médicale, le droit à l'IVG, les immigrés, les transgenres.

Plusieurs **universités**, à commencer par Harvard, la plus prestigieuse, refusent désormais de se soumettre aux dictats anti-diversité de la Maison blanche. La Cour suprême se divise sur la volonté trumpiste de subvertir le premier amendement de la Constitution fondant la **séparation des Eglises et de l'État**. Dans le Wisconsin, Susan Crawford a été élue **juge**, malgré les vingt millions de dollars dépensés par Elon Musk pour soutenir son adversaire.

Cela se fait malgré « l'establishment » démocrate qui conseille la patience en attendant les élections de mi-mandat (novembre 2026). Ce courant droitier correspond en France à ce que serait un bloc de Macron à Barnier

Contre cette « modération », le sénateur **Bernie Sanders**, accompagnée par **Alexandria Ocasio-Cortez**, organise des grands meetings « Contre l'oligarchie », qui réunissent des dizaines de milliers de personnes. Se décrivant comme socialistes, ils agissent à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate. « Bernie » est écouté dans le monde entier ; c'est pourquoi Jean-Luc Mélenchon a cherché à le rencontrer à New York le 24 avril. Finalement cela s'est fait par visioconférence. La différence entre eux saute aux yeux : Sanders cherche à rassembler toute la gauche et évite de heurter ses partenaires.

Face à cela, Trump a érigé ses barrières douanières avec la promesse qu'elles feront renaître l'emploi industriel après une phase difficile. Pour grandir et rester uni, Hands Off devra trouver un positionnement qui protège à la fois les droits démocratiques et sociaux, l'environnement et l'emploi.

La Nakba, conséquence de la création d'Israël

Le 14 mai 1948 est une date-clé aussi bien pour la Palestine que pour Israël : pour le second, la création de l'État d'Israël est l'aboutissement du rêve sioniste d'un « foyer national juif ». Pour la première, ce fut le pire cauchemar du XXe siècle (nous ne parlons pas ici du XXIe siècle) : la Nakba (la catastrophe) a vu l'expulsion (et non le départ volontaire comme ne cesse de l'asséner la propagande israélienne) de près de 800 000 Palestiniens de leurs terres ancestrales par les milices sionistes, puis par l'armée israélienne.

Le contexte de la création de l'État d'Israël doit être rappelé : les deux tiers de la population juive sous domination des nazis a été exterminée et le monde a laissé faire. Des centaines de milliers de survivants errent dans l'Europe d'après-guerre. Peu de réponses sont proposées aux Juifs pour surmonter la catastrophe qu'ils et elles viennent de connaître. D'où leur engouement pour la création d'un Etat censé les protéger. Mais cela va provoquer le drame palestinien, qui perdure.

Les Etats arabes ayant déclenché une guerre contre le nouvel Etat sans trop s'occuper du point de vue des Palestiniens, elle s'achève par une défaite. Le bilan de la guerre de 1948-49 fut très favorable à l'État d'Israël qui put ainsi agrandir le territoire qui lui avait été généreusement dévolu par le plan de partage onusien du 29 novembre 1947 : 55 % de la Palestine pour l'État juif (pour un tiers de la population totale qui y vivait) est ainsi devenu 78 % (dont le désert du Néguev, peu habitable) après la guerre de 1948-1949.

Le peuple palestinien fut évidemment le grand perdant : il ne disposait plus que 22 % du territoire et se voyait privé de l'État promis par un accord cynique entre le pouvoir sioniste et le roi de Transjordanie, Ab-

dallah Ier. Le peuple palestinien fut victime de dizaines de massacres : les plus connus sont ceux de Deir Yassin et de Al-Tantura (qui fit l'objet récemment d'un film). La stratégie de « transfert », en fait d'expulsion de la population palestinienne avait déjà été évoquée par des dirigeants sionistes. Après l'expulsion de la population, l'État d'Israël mena une politique de colonisation et d'invisibilisation du peuple palestinien en détruisant son habitat (en tout, 614 localités palestiniennes furent détruites suite à la Nakba) et en annexant ses terres : en 1947, les colons juifs ne possédaient que 6 % de la superficie de la Palestine, quelques années après sa création, l'État sioniste n'en laissait que 3 % aux Palestiniens d'Israël qui étaient complètement marginalisés et vivaient sous la férule des forces d'occupation israéliennes.

On comprend pourquoi le droit au retour des réfugiés, acté par l'ONU, est totalement inenvisageable pour tous les gouvernements successifs de l'État sioniste et si important pour le peuple palestinien.



L'autre 8 mai 1945 : massacres en Algérie (Sétif, Guelma et Kherrata)



Les « événements de mai 1945 » en Algérie commencèrent le 1^{er} mai dans plusieurs villes du pays où, dans le cadre des manifestations pour la Journée internationale des Travailleurs, eurent lieu des incidents avec morts de manifestants pour l'indépendance algérienne. Le

8 mai un mouvement à caractère insurrectionnel eut lieu dans le Nord Constantinois. À Sétif en effet où des manifestants indépendantistes sont pris à partie se déclenchent des **affrontements meurtriers** (29 morts Européens et au moins 33 algériens). À Guelma en revanche, stoppée à l'entrée de la ville, la manifestation ne put avoir lieu. Une distinction de taille par rapport à Sétif car s'est constituée dès le 14 avril à Guelma, à l'initiative du sous-préfet Achiary, une milice civile qui a écarté la menace ! Autour de ces deux centres, à la nouvelle des affrontements, **le mouvement se propage alors en ondes concentriques** durant quatre jours - attaques de fermes ou de centres de colonisation isolés - qui feront 73 autres morts européens (soit 102 morts au total).

Dès lors, et sur une grande partie du mois de mai, se déploie sans grand frein, avec parfois des moyens considérables, du fait de l'armée et de la police, **une terrible et aveugle répression de masse**. Même si les « dissidents » ne représentaient tout au plus que 4 à 5% de la popu-

lation totale des régions concernées par les soulèvements, douars et mechtas ne furent pas épargnés et des familles entières furent décimées. Au moins 2 000 morts dans la région de Sétif dont 400 à Kherrata et peut être 700 dans la région de Chevreul (Beni Aziz). À Guelma - « **une subversion française** » a-t-on pu écrire - les miliciens se livrent à **d'innombrables et abominables exécutions sommaires** dont l'ampleur fait de cette région un cas à part : 447 fusillés selon les archives du PPA dont les cadavres ont été enterrés, puis brûlés pour échapper à l'enquête !! La « purge » y représenta 13% de la population adulte masculine !

Au total des massacres dont, si le bilan reste discuté, l'ampleur ne fait guère de doute. Si le total établi par les autorités (1 165 ou 1 340 tués) n'est guère acceptable, le chiffre du PPA, 45 000 morts ne l'est guère non plus dans la mesure où sa légitimité est de pure propagande. « La seule affirmation possible, c'est que **le chiffre dépasse le centuple des pertes européennes** et que reste dans les mémoires de tous, le souvenir d'un massacre qui a marqué cette génération » (Annie Rey-Goldzeiguer⁽¹⁾, approuvée par Mohammed Harbi).

Même si des progrès ont été faits par la France dans la reconnaissance de ces tueries, il importe que ce passé qui ne passe pas aux yeux des Algériens soit assumé et pour cela que **ces crimes contre l'humanité soient solennellement reconnus par l'État**.

(1) Annie REY-GOLDZEIGUER, *Aux origines de la guerre d'Algérie, 1940-1945. De Mers el-Kébir aux massacres du Nord Constantinois*, Paris, La Découverte, 2002.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

